

Conjoncture

Paraît le dernier mercredi du mois

La Suisse devrait mieux résister à la crise que ses voisins européens

Récession Etats-Unis et Europe sombrent en même temps. Le passage à vide s'annonce long et profond. L'économie helvétique est a priori bien armée pour traverser le passage à vide

Analyse

Philippe Gummy

La conjoncture flanche. Sur fond de crise bancaire systémique inédite depuis 1929. Dernière en date à dévoiler un état de santé chancelant, la Grande-Bretagne a indiqué vendredi avoir subi une contraction de 0,5% son produit intérieur brut (PIB) au 3e trimestre par rapport au précédent, une première depuis 1992! «Il s'agit d'une crise unique, peut-être la pire de l'histoire», a commenté vendredi Charles Bean, vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre dans une interview publiée dans la presse britannique.

Le Danemark avait donné le ton au début de l'été, en se révélant être le premier pays de l'Union européenne (UE) à entrer en récession. L'Irlande avait suivi. Les économies française et italienne sont en berne depuis le 2e trimestre. L'Espagne est sur la corde raide, et l'Allemagne pourrait sombrer ces prochains mois.

Quant aux Etats-Unis, épicerie du séisme financier, ils ont étonnamment résisté jusqu'ici, même si ce petit miracle doit beaucoup à la perfusion à 150 milliards de dollars de restitution d'impôts intervenue au printemps dernier... Reste que le Département américain du com-

Les principales prévisions économiques pour la Suisse

	Hausse du PIB en 2008	Hausse du PIB en 2009	Inflation 2009*	Chômage 2009**	Date de publication
Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)	1,9%	1,3%	1,3%	2,7%	21.10.2008
Banque nationale suisse	1,5 à 2%	—	1,9%	—	18.09.2008
UBS Wealth Management	1,9%	0,2%	1,4%	2,8%	22.10.2008
Credit Suisse	1,9%	1%	1,4%	—***	30.09.2008
Institut conjoncturel KOF	1,9%	0,3%	1,5%	2,8%	29.09.2008
BAK Basel Economics	2%	0,7%	1,3%	2,8%	17.10.2008
Créa	1,8%	2%	1,9%	1,3%	05.05.2008
FMI	1,7%	0,7%	1,5%	2,8%	8.10.2008
OCDE	2%	1,4%	1,5%	3,8%	4.06.2008

* L'inflation est attendue à environ 2,7% cette année.

** Le chômage devrait s'inscrire à 2,5% en moyenne en 2008.

*** Credit Suisse pense que l'emploi va continuer à se développer jusqu'à mi-2009.

SOURCE: LI

merce devrait annoncer ce jeudi que le PIB a reculé de 0,5% au 3e trimestre, comparé au précédent. Si cette moyenne des attentes des experts est avérée, elle sera la plus forte depuis 2001. Plus alarmant encore, les pays émergents fatiguent.

«Europe et Etats-Unis entrent en récession en même temps», observe Roland Duss, économiste à la Banque Gonet à Genève. Le fameux découplage n'aura donc finalement été qu'un espoir vite évanoui.

«Il faut se préparer à ce que la récession soit longue et sévère», prophétise Andreas Höfert, éco-

nomiste chez UBS Wealth Management à New York. Les Etats-Unis devraient aligner «quatre trimestres consécutifs de croissance négative». Et la reprise restera ensuite faible pendant encore deux à trois ans.

Et la Suisse? «Elle va mieux s'en sortir, parce que sa clientèle internationale est diversifiée, que son immobilier est sain et que les consommateurs ne sont pas endettés», assure Roland Duss. Il note en outre que le pays sort de cinq ans de très forte croissance.

Certaines réalités n'en sont pas moins incontournables. «Environ 60% des biens livrés dans l'UE le

sont en Allemagne», observe Andreas Höfert. Premier signe tangible de cet essoufflement, les exportations helvétiques ont reculé de 4,4% en septembre sur un an (en données comparables), premier fléchissement depuis janvier 2005.

Reste une grande inconnue: la consommation, qui pèse pour plus de 60% sur le PIB. Les indicateurs assurent que les Suisses ont perdu le moral, même si, paradoxalement, les données statisti-

Les Etats-Unis vont aligner quatre trimestres consécutifs de décroissance

ques montrent qu'ils continuent à consommer, pour l'instant. Les ventes au détail ont ainsi progressé de 4% en août à données comparables. Les ventes de voitures neuves ont crû de 3,5% en septembre. Si le chômage ne grimpe pas en flèche et si les Suisses maintiennent leur pouvoir d'achat – la chute des cours du pétrole devrait les y aider – les chances d'éviter une récession restent réelles. Mais la croissance ressortira de toute manière anémiée.

«Nous sortons de vingt ans de dogmatisme»

Interview Le professeur d'économie Beat Bürjenmeier dénonce la dérégulation

Le Temps: Pensez-vous que l'économie mondiale soit réellement dans une situation aussi noire que celle décrite par les prévisionnistes?

Beat Bürjenmeier: La gravité de la crise financière est suffisante pour contaminer méchamment l'économie réelle. Certes, les Etats-Unis ne sont pas encore entrés en récession, mais les indicateurs conjoncturels sont avant tout des rétroviseurs. Leur pouvoir prévisionnel est limité. Là-dessus se greffe le fait que plus les marchés sont volatils, moins il est possible d'émettre des prévisions. En l'état actuel de la situation, il vaut mieux ne pas se fier aux bons résultats passés et se préparer à un scénario de récession généralisée.

– Une telle attitude ne risque-t-elle pas d'amplifier les problèmes, en pesant sur le moral des ménages?

– En agissant préventivement, vous donnez bien évidemment des signaux qui vont dans le mauvais sens. En gros, vous êtes alarmistes au moment où vous devriez être rassurants. Jouer la carte de l'éternel optimiste risque toutefois de se révéler tout aussi inopérant. Car si vous devez sans cesse réviser à la baisse vos prévisions, vous perdez toute crédibilité. Dans la situation actuelle, je suis d'avis qu'il faut courir le risque de marcher sur le fil du rasoir. Tout est question de mesure: rien ne sert de gesticuler à tout va, mais entonner «tout va très bien Madame la marquise» est tout aussi erroné.

– Quelle est, selon vous, la principale raison de la crise actuelle?

– Je suis frustré. Nous subissons les conséquences de 20 ans de slogans dogmatiques, contraires à tout ce que nous savions en sciences économiques. Au nom d'un libéralisme de façade, nous avons mené une politique de dérégulation qui s'est révélé un oreiller de paresse. Sur le plan théorique, nous savons qu'aucun marché, sans exception aucune, n'opère sans règles. En clair, cela revient à dire que tous les marchés fonctionnent dans un univers sous-optimal. Vous ne pouvez pas prôner que les marchés financiers sont efficaces par décret! C'est cette idéologie qui est l'origine de cette crise.

Il faut revenir à la raison et à une stratégie de «bonne» régulation. L'idéal serait d'édicter des normes incitatives, qui agissent fiscalement sur le comportement des opérateurs.



Beat Bürjenmeier, professeur à l'Université de Genève.

– La situation est-elle vraiment exceptionnelle?

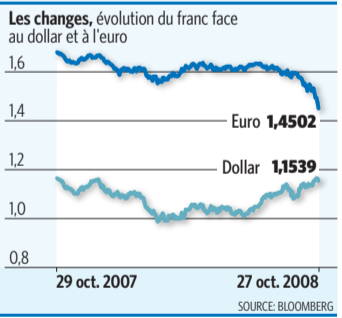
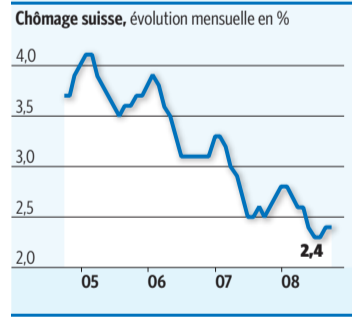
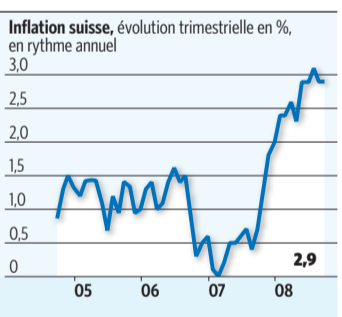
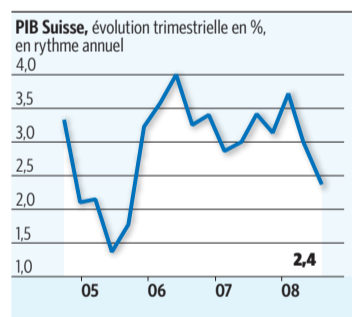
– Pour le moment les marchés ne savent pas sur quel pied danser. Dans les bourses, les réactions des investisseurs sont sans liens avec l'évolution de l'économie réelle. La boussole est cassée. Tout le monde craint que tôt ou tard, la crise détériore drastiquement l'économie réelle. Attention toutefois à bien savoir de quoi l'on parle. La grande tendance actuelle consiste à se référer à la Grande Dépression des années 1930. Mais si l'on étudie sérieusement cette césure, on voit que les banques centrales n'ont pas commis les mêmes erreurs que par le passé. Au début des années 30, rappelez-vous qu'elles avaient durci leur politique monétaire, malgré la détérioration de l'économie réelle!

– Faut-il un plan de relance?

– Une telle approche doit être envisagée, mais il est absolument nécessaire que les Etats coordonnent leurs plans. Un petit pays ne peut tout simplement pas agir seul. Le grand avantage d'un programme de relance réside dans sa capacité à éviter que la récession soit trop profonde et de trop longue durée. Il faut toutefois se rendre compte que les instruments non monétaires mettent du temps à être élaborés. Ils risquent en fin de compte de se révéler procycliques. Doux l'intérêt d'agir au plus vite, en investissant par exemple dans la recherche des technologies les plus innovantes, comme les énergies renouvelables! Mais la situation est peu propice à une telle manœuvre: le débat est totalement biaisé tant aux Etats-Unis, en raison des élections présidentielles, qu'en Europe, où les objectifs purement français de la présidence des Vingt-Sept faussent la discussion.

Propos recueillis par P. G.

Economie suisse et internationale: la boussole



Projection de croissance dans les plus grands pays

	2007	2008	2009
Etats-Unis	2,0%	1,6%	0,1%
Japon	2,1%	0,7%	0,5%
Grande-Bretagne	3,0%	1,0%	-0,1%
Allemagne	2,5%	1,8%	pas de donnée
France	2,2%	0,8%	0,2%
Italie	1,5%	-0,1%	-0,2%
Canada	2,7%	0,7%	1,2%
Chine	11,9%	9,7%	9,3%
Inde	9,3%	7,9%	6,9%
Indonésie	6,3%	6,1%	5,5%
Brésil	5,4%	5,2%	3,5%
Russie	8,1%	7,0%	5,5%
Mexique	3,2%	2,1%	1,8%
Arabie saoudite	3,5%	5,9%	4,3%
Monde	5,2%	4,8%	3,0%

SOURCE: FMI

L'industrie des machines reste prudente

Sous la loupe Tour d'horizon des effets du ralentissement économique en Suisse romande

Un calme prudent. Telle est l'impression que dégagent les industriels actifs dans le secteur des machines en Suisse romande. Les services cantonaux de l'emploi se ventent eux aussi rassurants.

Cette ambiance n'est-elle pas décalée au regard des derniers chiffres du commerce extérieur helvétique? Les statistiques montrent que la croissance des exportations s'est ralentie au troisième trimestre 2008. Septembre marque même un véritable retournement de situation puisque les exportations ont chuté en valeur réelle.

Livraisons effectuées

Pour ce seul mois, en rythme annuel, les livraisons ont plongé de 19,3% pour les machines-outils et de 40,7% pour les machines textiles. Les derniers chiffres

laissent donc clairement poindre de sombres perspectives. Les cas du fabricant de machines Liebherr à Bulle, qui doit recourir au chômage partiel, et de Bobst, qui songe à réorganiser ses activités, en sont les preuves.

Les directeurs des chambres de commerce ont un avis mitigé. Philippe Jeannerat (Genève), Vincent Riesen (Valais) et Georges Oberson (Fribourg) évoquent plus un état d'esprit de perte de confiance qu'un ralentissement. Dans le canton de Neuchâtel, Pierre Hiltzold estime que les entreprises prennent des mesures de prudence. Mais il relativise aussitôt en assurant que «ce n'est pas forcément négatif, car notre économie régionale était en surchauffe. Et les demandes de chômage partiel ne sont pas équivalentes à des licenciements.» Dans

le canton du Jura, Jean-Frédéric Gerber reconnaît de son côté qu'il constate «un ralentissement depuis début octobre. Nos inquiétudes concernent surtout le secteur machine-outil.»

Investissements maintenus

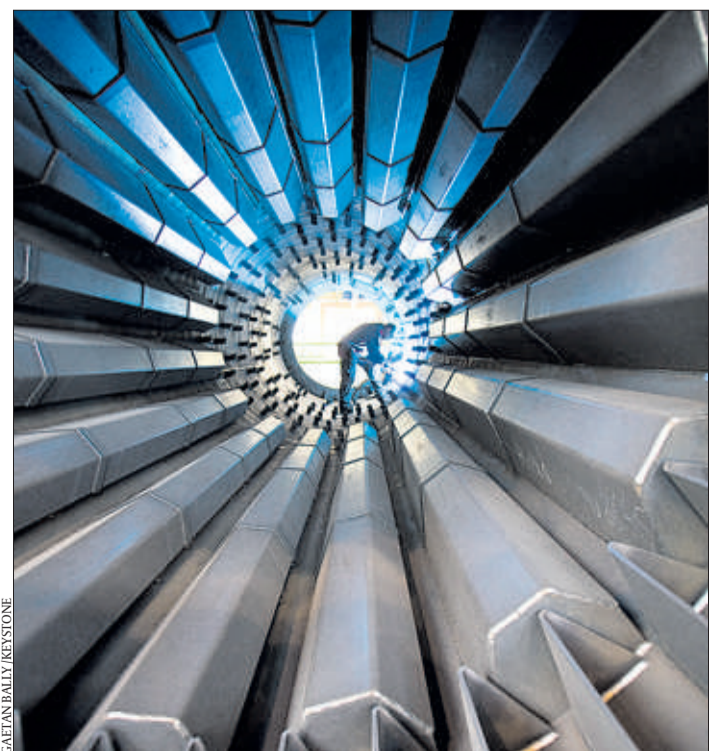
Les chefs d'entreprises interrogés confirment un fléchissement des commandes. Mais tous les entrepreneurs sondés disent maintenir leurs investissements, les crédits de financement ne faisant pas défaut. «Nous sommes en train de construire une nouvelle usine et maintenons nos projets», assure le directeur d'une entreprise jurassienne.

Sur le front de l'emploi, aucun des six services cantonaux romands ne tire la sonnette d'alarme pour l'instant. Dans le canton de Vaud, Roger Piccard

fait part d'une hausse du nombre de chômeurs en septembre. A Genève, Bernard Favre est en revanche positif en soulignant que le chômage est plus bas aujourd'hui qu'il y a un an. Le canton de Neuchâtel comptabilise cinq mesures effectives de chômage partiel et quatre demandes en suspens. Sylvain Babey y précise que le nombre de chômeurs correspond à celui de l'année précédente.

Renseignements

Les services de l'emploi des cantons du Jura, de Fribourg et du Valais constatent pour leur part une recrudescence des demandes de renseignements d'entreprises concernant des mesures de chômage partiel, mais n'ont rien enregistré de concret actuellement. **Christian Brühlhart**



Sombres perspectives pour le secteur des machines. LANGENTHAL, 11 AOÛT 2008